

Le contre Grenelle Quelles alternatives au capitalisme vert ?

Par Utopia

Laure Pascarel et Denis Vicherat, le 2 mai 2009

Disons le d'emblée : si les ressources naturelles de notre planète étaient illimitées, si le dérèglement climatique n'était qu'une plaisanterie, si la perte de la biodiversité ne menaçait nullement nos écosystèmes et si la pollution n'affectait en rien notre santé, Utopia défendrait la même politique écologique anti-productiviste et altermondialiste.

Car la crise écologique n'est que la résultante d'un système qui sévit depuis un peu plus de deux siècles et qui porte un nom, le capitalisme, censé jusqu'il y a peu appartenir à l'ordre naturel d'une vie sociale prospère. « Il n'y a pas d'alternatives » disait M. Thatcher. Ben voyons ! Et un capitalisme vert, ou une croissance verte, ce qui revient au même, c'est encore du capitalisme. C'est faire du business avec l'écologie. Certes, c'est moins pire qu'en faire avec l'armement, mais c'est la même logique. Le ver est dans le fruit. Le capitalisme vert est un pompier pyromane qui fait de l'argent avec les incendies qu'il fabrique.

Les menaces, hélas bien réelles, énoncées au début de ce texte, ne font que renforcer l'urgence de changer de modèle de société. En instituant le Grenelle de l'environnement, en voulant déconnecter l'écologie du reste des problématiques économiques et sociales, en voulant la dépolitiser, l'échec sur le fond était prévisible. A moins de considérer assez naïvement le Grenelle comme un cheval de Troie allant combattre le système en son cœur.

N'en déplaise aux environmentalistes, notre planète n'est nullement à sauver et elle s'accommodera fort bien de ces bouleversements. Ce n'est pas elle qui est menacée, mais les conditions de vie sur cette terre. En premier lieu les humains, à cause de cette suractivité productrice de biens matériels qu'on nous fait croire comme indispensable à notre bonheur, mais qui est en fait la cause de nos aliénations.

Notre premier combat pour un bien-être durable pour tous sur cette planète est d'abord culturel : faire tomber ces idoles, ces dogmes de la liturgie

capitaliste que sont la croissance, la consommation et la centralité de la valeur travail. Le combat contre ces trois aliénations est le socle fondateur du mouvement Utopia, son ADN. Lui seul permettra de construire le cadre de la société dans laquelle nous voulons vivre et les modalités d'un alter-développement, déconnecté d'une croissance matérielle.

Cette perspective anti-productiviste nécessite le dépassement d'un système englobant à la fois pour la société et l'individu : le capitalisme, qu'il soit privé ou d'Etat.

En transformant les désirs en besoins, en érigeant en valeur le travail et le mérite, en posant l'échelle économique et sociale comme la hiérarchie naturelle des rapports humains, le capitalisme dépasse largement le champ « économique » pour régir sans le dire la quasi totalité des rapports sociaux. Il revêt un caractère totalitaire dans la production du monde, c'est-à-dire dans la production des liens qui fondent la vie en société et l'histoire commune. Il enferme l'imaginaire et borne les possibilités pour l'homme d'envisager un nouveau rapport au monde.

Le capitalisme se nourrit de crises, d'inégalités et parfois de guerres pour survivre. En effet, le but de celui-ci étant l'augmentation du taux de profit des détenteurs du capital, celle-ci ne peut se faire que de deux manières. Premièrement en augmentant la production, donc en épuisant les ressources naturelles et en intensifiant la pollution, pour, à grand renfort de publicité et de marketing, mettre les consommateurs au service de cette production alors que cela devrait être l'inverse. Ou, deuxièmement, en augmentant les marges, donc le coût des produits pour les consommateurs, ce qui n'est possible qu'en éliminant la concurrence et donc en créant du chômage, afin de devenir monopolistique. Ce qui s'est fait par exemple avec Microsoft (90% du marché des systèmes d'exploitation) ou Intel (80% du marché des microprocesseurs). Enfin, le temps de l'environnement est un temps long, incompatible avec le besoin court terme de rentabiliser le capital investi.

On ne pourra donc vivre en harmonie avec notre environnement et le protéger, on ne peut être authentiquement écologiste, qu'en dépassant ce système capitalisme. Selon André Gorz, dans la préface de notre Manifeste aux éditions Parangon, ce dépassement à déjà commencé.

Pour procéder à ce dépassement, au terme d'un processus démocratique, il nous faudra redessiner tout d'abord les contours du domaine public, de la sphère marchande régulée, de l'économie sociale et solidaire.

Nous élargirons considérablement le domaine public en proposant une réappropriation collective et citoyenne des biens communs : éducation, santé, connaissances, environnement, mais aussi eau, énergie, forêts, mobilité... Ces domaines doivent échapper à la sphère marchande et dépendre d'une sphère

publique, locale, nationale, Européenne ou mondiale selon les cas. Sphère sous contrôle démocratique, donc du politique

Nous limiterons le champ de la sphère marchande tout en l'encadrant par des normes sociales et environnementales. Chaque fois que cela est possible, nous inciterons les entreprises à produire de façon localisée leurs différentes productions.

Parallèlement à ces deux sphères, nous devons développer celle de l'économie locale et solidaire, notamment à travers les SCOP, dont l'activité, souvent locale et à taille humaine, peut s'encadrer dans la sphère marchande ou être au service des biens communs.

La question du revenu d'existence :

Les droits fondamentaux doivent inclure des ressources matérielles permettant la lutte contre l'exclusion et l'indépendance des individus vis-à-vis des pressions que le système économique exerce sur eux. Le problème majeur auquel est confrontée la société humaine n'est pas tant la production de richesse que la nature et la destination de la richesse produite, et, partant, le lien social entre les individus.

Le revenu d'existence, ou allocation universelle de revenu, répond à notre exigence de justice sociale. Il permet de se dégager de l'aliénation à la valeur travail et de répondre aux besoins fondamentaux. L'allocation universelle est une mensualité égale pour tous, versée de la naissance à la mort, due à chacun en tant qu'héritier légitime de la richesse accumulée par les générations antérieures, qu'il contribue à enrichir par ses activités tout au long de sa vie. Cette mensualité est individuelle, inconditionnelle, inaliénable et cumulable avec tout autre revenu. Elle crée un lien de solidarité indispensable entre tous les membres du corps social. Enfin, l'allocation universelle implique la dissociation entre travail et revenu.

Instaurer l'allocation universelle, ce n'est pas tenter de corriger les effets du néolibéralisme ou de secourir les plus démunis, c'est remettre fondamentalement en cause la logique capitaliste et chercher un autre mode d'organisation sociale. L'échec patent des différentes politiques de lutte contre le chômage et de « réduction de la fracture sociale » montrent combien il est impossible de lutter contre les inégalités, le chômage et la misère sans remettre en cause le système actuel. Opter pour le revenu d'existence, c'est refuser l'accroissement des inégalités sociales. C'est cesser de dépendre, pour son intégration économique et sociale, du statut lié au travail salarié. C'est permettre à d'autres moyens d'expression individuels ou collectifs de se libérer, c'est aller vers une société du travail choisi plutôt que du travail subi.

Techniquement, même si nombre de questions demeurent, il existe des solutions pour financer une allocation universelle. En 2007, en France, les prestations sociales représentaient déjà 60 % de la dépense publique, soit près de 600 milliards d'euros. Utopia n'a pas à ce jour arrêté sa position sur le montant précis de ce revenu, mais, si l'on prend une base de 750 € pour un adulte et 350 € jusqu'à 18 ans, cela représente environ 500 milliards d'euros/an. On reste donc dans le domaine du possible. Bien sûr, il hors de

question, comme le proposent quelques libéraux, que le revenu d'existence constitue un « solde de tout compte » et s'accompagne en plus de baisses d'impôts sur les hauts revenus. Le droit à la santé devra progresser, ainsi que les droits liés à un usage minimum (financé par le mésusage) de l'eau, de l'électricité, des télécom ou de la mobilité.¹ Nous proposons au contraire d'accompagner l'application de l'allocation universelle d'une refonte du système fiscal actuel au bénéfice des plus modestes. Ceux qui auront l'allocation universelle comme unique revenu ne seront pas soumis à l'impôt. En revanche, les revenus les plus élevés la reverseront en quasi-totalité.

Pour contribuer à financer ce revenu universel, nous proposons également l'instauration d'un revenu maximum qui mettrait fin à l'accroissement extravagant des écarts de rémunération en Europe et dans le monde. Cette situation conduit à déconnecter certaines rémunérations de toute réalité économique et sociale alors même que d'autres stagnent ou régressent depuis des années au nom de ces prétendues « réalités économiques ». Il est pour nous nécessaire d'instaurer dans un premier temps un écart maximum de rémunération de 1 à 10 au sein de chaque organisation et entreprise, publique et privée. Puis aller progressivement de 1 à 5, comme le propose ATTAC. Pour les SCOP, cet écart est, déjà aujourd'hui en moyenne de 1 à 6.

Selon les économistes qui se sont penchés sur le sujet, le revenu d'existence est réalisable immédiatement dans les pays européens en quittant la logique de l'assistance pour une réelle réintégration des exclus. En baissant la pression du chômage et de la misère, c'est la situation de tous qui en serait améliorée.

Notre alterdéveloppement appelle bien une rupture culturelle qui affiche clairement le primat du politique sur l'économique.

Et le Grenelle, dans tout ça ? Que répondre à ceux pour qui le capitalisme vert semble la bouée de secours d'un système qui bat de l'aile pour ainsi sauvegarder leur position dominante ?

Rappelons également que le Grenelle au départ était une proposition du monde associatif, squattée habilement par une droite sarkoziste mal notée et mal en point sur le registre de l'environnement. Le Grenelle n'était donc au départ qu'une manœuvre politique dont le but était de faire un holdup sur les questions environnementales et, par là même, dépolitiser l'écologie. Il fallait donc instrumentaliser les purs environnementaux, y compris les plus radicaux comme Greenpeace. Certains, conscient de la manœuvre, ont tenté comme au judo d'utiliser la force de l'adversaire pour avancer sur certains points.

Le point d'orgue et le comble de la schizophrénie ont été atteints dans la contradiction totale entre les ambitions affichées du Grenelle et le plan de relance un an après. Si la droite avait voulu nous donner raison dans nos critiques, elle n'aurait pas pu mieux faire. Le plan de relance devrait faire prendre conscience aux plus crédules du piège qu'a constitué le Grenelle.

Aux renoncements du départ (nucléaire, incinérateurs, taxe carbone, autoroutes...) s'est très vite adjoint l'abandon de fait du facteur 4, pourtant

¹ Voir Manifeste Utopia Editions Parangon Juin 2008

inscrit dans la loi (POPE du 23/07/2005). En effet, au-delà des mots, les mesures du Grenelle, même non édulcorées, ne permettent pas d'atteindre ce facteur, pourtant indispensable selon le GIEC si on ne veut pas « rentrer dans une zone d'incertitude ». Rappelons qu'au niveau mondial, les émissions de GES ont augmenté de 35 % en un an, alors que, pour atteindre cet objectif, elles devraient décroître dans les pays développés de 3% par an jusqu'en 2050.

Pourtant, répondre à la fois à l'urgence écologique et créer des emplois pour compenser ceux qui vont devoir être détruits dans l'industrie est possible. C'est une question de volonté politique et de rupture avec une économie de l'offre, réalisée avec des produits et services fortement carbonés. On peut, à condition d'organiser et planifier la transition pour éviter la casse sociale, imaginer des solutions alternatives à cet oxymore qu'est le capitalisme vert.

Pour cela, quatre secteurs doivent être traités en priorité : l'énergie, l'agriculture, le transport et le bâtiment. Ils représentent plus de 80% des émissions de GES.

L'énergie : Utopia propose d'adopter un scénario de type Négawatt², fondé simultanément sur la sobriété, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

La sobriété et l'efficacité permettraient de réduire de 65 % notre consommation d'énergie primaire sans recourir au rationnement ou à l'austérité. Ce scénario permet également une sortie du nucléaire. Quant aux énergies renouvelables, leur développement pourrait créer en France 2/300 000 emplois de proximité³. Ces mesures pourront se mettre en œuvre grâce à la création d'un pôle public de l'énergie.

L'agriculture : Au niveau mondial, Utopia défend le concept de souveraineté alimentaire présenté pour la 1^{er} fois en 1996 par Via Campésina. Ce qui signifie au niveau européen et donc français, une révolution verte, soit le passage d'une agriculture productiviste à une agriculture paysanne, locale et fortement biologique. C'est un sujet de santé publique, de respect de l'environnement, de modèle de société...et de goût ! Aujourd'hui, 50% des revenus des agriculteurs proviennent de subventions. Il faut les réallouer vers cette nouvelle agriculture, en commençant par les supprimer pour les exportations vers les pays du sud. En France, une agriculture durable et de qualité représentera à terme 1,5 à 2 millions⁴ d'emplois de proximité, contre 1 million pour l'agriculture à ce jour.

Les transports : Ils sont responsables de 25% des émissions de GES et d'une grande partie de la pollution. La taxe carbone s'impose : dans un 1^{er} temps sur les transports de marchandises et dans un 2^e sur l'ensemble des biens et services. Il est par ailleurs impératif de réorienter d'importants secteurs de l'industrie automobile vers ceux des transports collectifs, des deux roues faiblement carbonés ou des moyens de transport alternatifs à la route. Pas possible à court terme, disent les industriels concernés. Pourtant Ford, pendant

² www.negawatt.org

³ Jean Gadrey, conférence UTOPIA 2008, www.mouvementutopia.org

⁴ Ibidem

la dernière guerre, a mis moins d'un an pour passer des voitures particulières aux véhicules militaires. Au niveau social, l'enjeu est de sauvegarder une partie des emplois de ce secteur.

Le bâtiment : S'il n'est pas stupide de prendre des mesures drastiques pour réduire les consommations énergétiques des bâtiments neufs, n'oublions pas que ceux-ci représentent seulement 1% du parc par an. La réhabilitation des logements anciens (isolation, efficacité, renouvelables) permet d'économiser en moyenne plus de 50% de l'énergie et de créer entre 100 et 200 000⁵ emplois de proximité non délocalisables.

Voilà quelques mesures qu'un gouvernement réellement soucieux d'écologie et de social pourrait prendre. Elles seraient le début d'un changement de modèle de société, changement effectué sans violence sociale et sans recours à des méthodes autoritaires.

La démarche d'écologie politique que nous proposons s'intègre dans une plus vaste perspective : celle de l'alterdéveloppement.

Notre alterdéveloppement doit permettre à chacun d'intégrer la société, d'être autonome en disposant non seulement de moyens financiers d'existence, mais aussi des outils lui permettant d'exercer un jugement éclairé, de participer à des choix communs. Etre un citoyen actif, ce n'est pas seulement produire et consommer, c'est aussi apprendre à vivre ensemble, comprendre les enjeux de notre société et participer à la vie politique. Au travers de notre approche de l'écologie, notre vision altermondialiste et notre conception élargie des droits fondamentaux, nous proposons les moyens de construire un nouveau modèle de société⁶.

⁵ Ibidem

⁶ Manifeste UTOPIA, Editions Parangon, juin 2008